

Pays : Espagne

Commission : Droits et libertés

Problématique : Quelle place ont les médias pour assurer le respect des Droits de l'Homme ; et comment garantir leur indépendance?

Notre pays, l'Espagne, a un gouvernement présidé par Pedro Sánchez, représentant du Parti socialiste ouvrier espagnol en coalition avec Unidos Podemos depuis novembre 2019, date à laquelle il y a eu pour la première fois un gouvernement de coalition dans la démocratie espagnole. Le 6 décembre 1978, une nouvelle constitution est approuvée, faisant de l'Espagne une démocratie et une monarchie parlementaire. L'Espagne est un État de droit et une démocratie fondée sur la séparation des pouvoirs et la souveraineté nationale. La question que nous traiterons sera de savoir comment l'Espagne a donné l'indépendance aux médias tout en respectant les droits de l'homme.

Certes, la liberté d'expression des médias dans notre pays est encore un peu plus faible que dans nos pays voisins, comme le Portugal. Bien que nous ayons gagné cinq places dans le classement de la liberté de la presse depuis 2016, considérant qu'en 2015 notre position avait chuté, nous sommes actuellement à la 29e place, mais nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir. Néanmoins, nous sommes classés comme un pays ayant une situation plutôt positive pour la presse, mais nous aimerions atteindre la zone blanche qui est considérée comme une bonne situation aux yeux de la presse, mais nous sommes tout de même fiers d'avoir progressé ces dernières années à cet égard. En outre, malheureusement, l'Espagne a récemment souffert d'un certain nombre de fausses nouvelles, connues sous le nom de Fake News, qui jettent également le doute sur la liberté d'expression des médias espagnols.

Nous croyons fermement que les médias libres transforment les sociétés en fournissant des informations qui éclairent les progrès de la prise de décision, car ils jouent un rôle crucial dans la transformation de la société. Pour nous, la liberté d'information, la liberté d'expression et la liberté de la presse sont des concepts essentiels pour la démocratie espagnole et doivent être défendus par toutes les institutions, surtout en temps de crise. Comme le stipule l'article 20.1 de l'actuelle constitution espagnole de 1978, celle-ci reconnaît et protège le droit d'exprimer et de diffuser librement ce que nous pensons, nos idées, nos opinions par la parole, l'écrit ou tout autre type de reproduction. Pourtant, aucune liberté, pas même la liberté d'expression, n'est absolue car elle a une limite dans le devoir de respecter la dignité et la liberté légitime des autres. En d'autres termes, elle doit respecter et ne pas offenser la dignité fondamentale des individus et des groupes humains, ainsi que respecter leurs croyances religieuses, entre autres.

Afin de résoudre ce problème, l'Espagne veut mettre en œuvre certaines mesures. Le gouvernement estime que pour qu'un média soit indépendant, ses comptes doivent être sains, c'est-à-dire que plus l'indépendance financière est grande, plus l'indépendance éditoriale est grande. Nous pensons également que le développement de campagnes pour que les citoyens connaissent et exercent pleinement leur droit d'accès à l'information peut être essentiel pour donner cette liberté aux médias. Une réforme du code pénal est nécessaire, en abrogeant des articles tels que ceux relatifs à l'offense aux sentiments religieux, aux insultes à l'égard de la Couronne ou à l'insulte et à la calomnie, et en modifiant d'autres articles tels que ceux faisant référence aux discours de haine ou au terrorisme. Enfin, comme mesure à respecter, la transparence de la protection juridique des informateurs des plateformes, des médias et des journalistes qui publient des fuites d'intérêt public serait également totale.

L'Espagne, notre pays, est en faveur de la liberté des médias et, avec ces mesures, vise à obtenir une liberté des médias plus large et plus étendue. C'est pourquoi nous proposons ces mesures à l'Union Européenne afin de pouvoir nous améliorer dans ce domaine et passer de la 29e place du tableau des pays où la liberté d'expression est la plus grande à une meilleure position. Notre gouvernement de coalition entend améliorer cette situation pour une meilleure démocratie.